

**Au moment où un accord est - enfin - obtenu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pour définir les conditions de mise en œuvre du Brexit décidé par le R.-U. lors d'un référendum en juin 2016, il est intéressant de lire les lignes qu'André Siegfried (1875 - 1959), illustre sociologue, historien, géographe, économiste et écrivain (membre de l'Académie française), et aussi homme politique, a consacrées il y a près de 90 ans à la situation de la Grande-Bretagne.**

**EXTRAIT TIRÉ DU DERNIER CHAPITRE DU LIVRE**

**« LA CRISE BRITANNIQUE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE »**

**paru aux éditions Armand Colin en mai 1931**

**d'André SIEGFRIED**

**Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France  
et à l'Institut National des Sciences Politiques**

*IV. — L'ANGLETERRE  
ET LE CONTINENT EUROPÉEN*

Une fois que, causant avec un Canadien, je parlais de l'Angleterre comme faisant partie de l'Europe, ce ne fut pas sans surprise que je l'entendis s'écrier : « Mais l'Angleterre n'est pas en Europe ! » Cette manière de voir est répandue, non seulement au Canada et dans les Dominions, mais aux États-Unis et même en Angleterre : dans la pensée des Anglo-Saxons, l'euroanéité de la Grande-Bretagne, si l'on ose dire, n'est pas intégrale ; il y a le continent, et puis, en marge, les Iles Britanniques, mais ce n'est pas la même chose. C'est un point de vue qu'il ne faut jamais oublier quand on envisage les relations de l'Angleterre avec l'Europe.

L'Anglais y fait toujours un peu la figure d'un *outsider*, qui veut rester libre d'entrer dans d'autres combi-

naisons. Et en effet, sur ce peuple dont l'expansion s'étend à la terre entière, l'attraction extra-européenne est forte : trop de parentés, d'intérêts le retiennent ailleurs. Je connais de nombreux Anglais qui vont deux fois au Cap ou à New York, pour un voyage qu'ils font à Paris : chez nous ils sont dépaysés, lointains, vraiment étrangers. On est tenté de comparer l'Angleterre à un navire, ancré dans les eaux européennes, mais toujours prêt à prendre le large.

Tout cela est vrai, mais en même temps le contraire le serait aussi ; de telle sorte que la vérité prend ici l'aspect d'une hésitation entre deux attirances, ou même d'un dialogue entre deux Anglais, dont l'un se sentirait européen, et l'autre pas. Car l'Angleterre, c'est un fait, ne peut se désintéresser du continent, dont elle est si proche, pas plus que l'Europe elle-même ne peut s'estimer complète sans ces deux petites îles qui sont à sa porte. Ni politiquement, ni économiquement, ni du point de vue de la culture, la thèse d'une Angleterre extra-européenne, n'ayant aucune solidarité avec le vieux monde, ne peut se retenir longtemps.

Politiquement, il y a la proximité géographique, qui lui interdit impérieusement de se désintéresser de ce qui s'y passe : les guerres napoléoniennes, celle de 1914, et même depuis lors la signature du pacte de Locarno sont là pour le prouver. Économiquement il en est de même. En 1929, 31,3 p. cent des exportations britanniques se sont dirigées vers l'Europe, proportion en voie de regagner le terrain perdu par rapport aux 34,6 p. cent de 1913. C'est du continent également que l'Angleterre tire, en 1929, 37,4 p. cent de ses importations, c'est-à-dire plus que d'aucune autre partie du monde. Quant aux réexportations, c'est dans la proportion de 68,6 p. cent (contre 56 p. cent seulement en 1913) que l'Europe les absorbe, de telle sorte que l'entrepôt britannique,

dont l'Amérique du Nord se dégage (elle ne lui prend plus que 19,8 p. cent de ses ventes, au lieu de 32,3 p. cent avant la guerre), devient de plus en plus essentiellement un entrepôt de destination européenne. Il y a là, quoi qu'on dise, un marché irremplaçable. L'Angleterre, dans ces conditions, voit sa prospérité se soulever et s'abaisser comme celle du vieux monde lui-même : c'est folie de penser qu'elle puisse s'en désolidariser.

Par sa culture enfin, le peuple anglais est européen, profondément. L'Angleterre de Shakespeare, dont la couleur intellectuelle a si fortement marqué l'esprit britannique, s'accommoderait-elle à la longue d'un équilibre dans lequel les éléments extra-européens l'emporteraient ? Elle finirait par ne plus se reconnaître dans un Empire élargi, dont les valeurs, devenues subrepticement américaines, auraient cessé d'être les siennes. Tant que la vie coloniale demeurait sous la direction britannique, le patrimoine national s'enrichissait d'une civilisation anglo-coloniale qui lui appartenait en propre. Mais si l'ancienne métropole, diminuée par des influences excentriques, devenait incapable de lutter, dans son propre empire, contre une civilisation nouvelle dont la source serait ailleurs, peut-on espérer que l'intégrité de la culture britannique, même en Angleterre, ne s'en ressentirait pas ? Plus d'un Anglais a, dès aujourd'hui, conscience que la défense anglaise, sur ce terrain, ne se distingue guère de la défense européenne.

Dans cette hésitation même réside l'explication de l'attitude britannique. L'Angleterre n'a-t-elle pas à tenir compte de facteurs non européens, que l'Europe ne connaît pas ? Par là elle est partiellement extra-européenne. Mais elle s'intéresse, sur le continent, au maintien de la paix, car elle redoute un conflit armé, dans lequel elle risquerait d'être, tôt ou tard, impliquée ;

plutôt que sa propre domination sur ce terrain, elle souhaite simplement une paix où personne ne domine, et, sous cette réserve, elle envisage, comme à Locarno, d'apporter sa participation. A cet égard donc, elle se reconnaît comme européenne, intéressée à ce qui se passe sur un champ d'action pour elle si voisin. Les Dominions, qui surveillent aujourd'hui de si près sa politique, admettent en effet que pareille attitude, de sa part, est raisonnable ; ils l'approuvent d'être, en ce qui la concerne, européenne, mais ils refuseraient, quant à eux, de s'associer à elle sur ce terrain, surtout de prendre le moindre engagement qui pourrait les entraîner à une belligérance active : ces parties non-européennes de l'Empire supporteraient, par nécessité, une belligérance passive, rien de plus. Si donc l'Angleterre, dépassant cette mesure, accepte de se laisser entraîner dans un système d'alliances, c'est-à-dire dans une solidarité continentale, elle risque de perdre, de ce fait, l'appui impérial, et elle met en péril l'Empire lui-même. On voit à quel point c'est une position délicate.

Si l'Europe ne met pas l'Angleterre en demeure de se prononcer entre elle et les Dominions (ou les États-Unis, car c'est au fond le même problème), celle-ci peut à la rigueur ne pas choisir, et demeurer, sans se décider, en contact des deux côtés. Mais si elle est mise en demeure, ne nous y trompons pas, son choix serait, du moins actuellement, contre l'Europe, en faveur des pays de langue anglaise dans le monde. A ce point de vue, les impérialistes expriment un instinct national profond quand ils disent : « Nous ne pouvons admettre de nous proclamer puissance européenne plutôt que puissance mondiale ». C'est dans cet esprit que la politique britannique a admis depuis quelques années une double et sérieuse limitation : ne rien faire qui puisse mécontenter les Dominions (il est vrai qu'on sait s'abri-

ter derrière eux pour refuser certaines propositions dont quand même on n'aurait pas voulu), ne rien faire qui puisse être une cause de brouille avec les Américains. Et c'est encore dans le même esprit que l'industrie britannique, tout en conservant le contact, s'est en somme maintenue sur la réserve vis-à-vis des cartels européens.

Rien ne prouve que cette attraction centrifuge par rapport à nous doive finalement l'emporter. A cet égard, l'Europe, la France ne sont pas sans avoir leur opinion sur l'attitude qu'elles préféreraient voir l'Angleterre adopter. On trouve, notamment en France, cette conviction que l'unité britannique est une pièce essentielle de l'ordre européen, un trait d'union nécessaire entre l'Europe et les autres continents. C'est largement par elle que nous sommes en contact avec les parties lointaines de la planète, par elle qu'une grande partie des matières premières du monde sont attirées vers l'entrepôt anglais, d'où elles se répartissent sur les marchés continentaux, par elle que le groupe des Dominions continue de graviter autour de notre vieux foyer de civilisation.

Sous cet aspect de courtier international, de commis de dehors du vieux continent, l'Angleterre remplit ainsi une fonction dont l'Europe ne se passerait pas sans dommage. Nous connaissons l'avantage de posséder, à nos portes, cet entrepôt de Londres, où s'achètent et se vendent, avec une extraordinaire profusion de choix, les produits du monde entier ; nous savons aussi le bénéfice que le commerce international retire de la liberté économique qui, depuis un siècle, a prévalu partout où sont établis les Anglais. Dans ces conditions, la conception que l'Angleterre se fait elle-même de son Empire et de sa place dans cet Empire ne peut nous laisser indifférents. Il ne nous est pas indifférent que le centre de gravité du système soit à Londres, ou bien à des

#### LES COMBINAISONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES 209

milliers de kilomètres, même sur ce bateau itinérant où un impérialiste poète voulait installer le gouvernement futur des Anglo-Saxons. Il nous l'est même moins encore que le foyer des pays de langue anglaise demeure dans l'Empire, où l'influence, même tamisée, de l'Europe se fait encore sentir, ou bien glisse en dehors de cette orbite, dans telle société, amie mais lointaine, sur laquelle notre action est nulle. Si l'Angleterre, désertant sa place en Europe, consentait à devenir simplement un partenaire dans la grande communauté des sociétés anglo-saxonnes dans le monde, nous ne pourrions nous défendre de l'impression que quelque chose de nous-mêmes est atteint de ce fait. Peut-être certains Anglais le penseront-ils aussi ?

#### V. — LES ATTRACTIONS CONTRADICTOIRES